



MOBILISONS NOUS LE 23 MARS 2010

Les organisations syndicales CGT, CFDT, FSU, Solidaires, UNSA, ont décidé d'une mobilisation nationale interprofessionnelle unitaire, avec des grèves et des manifestations dans tout le pays le 23 mars.

Elles appellent les salariés du privé comme du public à se joindre à la mobilisation et à manifester le :

mardi 23 mars

- **Rouen : 10h**
cours Clémenceau.
- **Le Havre : 10h Franklin**
- **Dieppe : 10h30**
devant la gare.

En ce début 2010, la situation économique et sociale reste très dégradée et très préoccupante pour les salariés.



Depuis le début de l'année, les conflits, les actions des salariés se multiplient dans les entreprises.

Chez Sanofi, Exxon Mobil, Pétroplus, Total, Isotherma, Legrand Normandie, Surveillants de Prison de Rouen, Renault Sandouville, Renault Cléon, les succursales Renault, Ikea, Tecumseh, Carrier Transicold, But, Christofle, Tati, etc...

Des actions ont eu lieu, également, dans le secteur public, ces dernières semaines.

Ce sont les salariés, les retraités, les chômeurs et les jeunes qui subissent le plus, et durement les conséquences d'une crise qui s'installe dans la durée.

La situation de l'emploi s'aggrave : plus de 4 millions d'inscrits à Pôle Emploi, 1 million de chômeurs en fin de droit sont annoncés pour 2010.

En Seine Maritime, c'est 86.000 chômeurs, soit une augmentation de 16% par rapport à décembre 2008.

Le secteur privé continue de subir, également, des plans de suppressions d'emplois.

Le gouvernement, au nom de la révision générale des politiques publiques, supprime des emplois au détriment du service public. Par exemple dans l'éducation....

La vie au travail se détériore pour les salariés du privé comme du public.

Les travailleurs sans-papiers sont dans une situation de non-droit intolérable.

Lors du Sommet social, le gouvernement n'a apporté aucune réponse concrète sur l'emploi, les salaires, le pouvoir d'achat, les conditions de travail et les politiques publiques.

Il renvoie la question des chômeurs en fin de droit à une concertation avec le secrétaire d'Etat à l'emploi.

Pour les organisations syndicales CGT, CFDT, FSU, Solidaires, UNSA, la sortie de crise passe par des mesures en faveur de l'emploi, des salaires et pensions, une fiscalité plus juste, des politiques publiques en faveur d'une relance économique respectueuse des impératifs écologiques.

La situation sociale tendue, faite parfois de violence aux salariés, exige une réorientation des politiques publiques pour réduire les inégalités et renforcer les dispositifs solidaires.

Elle nécessite que le patronat assume ses responsabilités sociales et change d'attitude, que le gouvernement arrête les suppressions d'emploi, ouvre de vraies négociations dans la fonction publique (*résorption de la précarité, augmentations salariales*).

RETRAITES :

Un choix de société.

Concernant les retraites, avec un projet de loi annoncé dès septembre 2010, le calendrier reste très serré.



Nous sommes bien face à un choix de société. C'est notamment la question des solidarités intergénérationnelles qui est posée.

Les organisations syndicales n'accepteront pas une mascarade de concertation.

Elles ne se laisseront enfermer ni dans un calendrier ni dans un débat qui ne prendrait pas en compte l'ensemble des questions, notamment l'emploi.

Elles affirment leur volonté d'agir pour que le débat sur les retraites, prenne en compte l'ensemble des questions tant au niveau du privé que du public, notamment le niveau des pensions, l'emploi, le financement, la pénibilité, le code des pensions et la réduction des inégalités.

Rouen, le 18 mars 2010.